

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 30 octobre 2024

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 24-550

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VENTELEC**

Lieu-dit « Le Champ Renoir » - 10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE

Code AIOT : 0005704195

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 août 2024 dans l'établissement VENTELEC implanté lieu-dit « Le Champ Renoir » 10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du parc éolien exploité par la société VENTELEC implanté sur la commune de CHARMONT-SOUS-BARBUISE (10). Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VENTELEC
- Lieu-dit « Le Champ Renoir » 10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE
- Code AIOT : 0005704195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien objet de la présente visite est composé de 6 mâts de 127 m de haut à bout de pale et 2,05MW de puissance installée. Il a été mis en service en 2010 et est autorisé par antériorité en date du 30 décembre 2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Secrétaire Général, préfet par intérim ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Secrétaire Général, préfet par intérim, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
7	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
8	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
9	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
10	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
11	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
12	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la présente visite d'inspection n'ont pas mis en avant de non conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi environnemental du parc éolien. Le rapport est réalisé suite aux prospections de terrain réalisées en 2015, selon un protocole défini par le bureau d'étude en charge du suivi, car antérieur au protocole ministériel en vigueur .</p> <p>Conclusions du suivi sur les chiroptères : la mortalité est effective sur le parc mais très faible (1 individus lors du suivi).</p> <p>Conclusions du suivi sur l'avifaune : Le risque de collision concernant l'avifaune peut être considéré comme réduit (pas de mortalité)</p> <p>Par ailleurs, le suivi des 10 ans du parc est en cours de réalisation. Un devis pour la réalisation de ce suivi (suivant le protocole ministériel en vigueur) a été fourni lors de la présente visite. Les résultats devront être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intrusion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> L'Inspection des Installations Classées a constaté que les aérogénérateurs inspectés (V3 et V6), ainsi que leurs postes de livraison, étaient maintenus fermés. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace</li></ul>
<b>Constats :</b> L'Inspection des Installations Classées a pu constater la présence de panneaux de signalisation sur les chemins d'accès incluant tous les éléments d'information nécessaires. Par ailleurs, les aérogénérateurs V3 et V6 inspectés durant cette visite étaient bien identifiés avec un numéro clair et lisible affiché sur leur mât. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Formation des personnels intervenants
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b> Par courriel du 13 août 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs d'habilitations et de formations nécessaires au personnel amené à intervenir sur le parc, à jour. Les habilitations sont vérifiées en amont au moment de la signature du Plan de prévention des risques (annuellement) L'exploitant a indiqué réaliser des exercices d'entraînement sur différents parcs appartenant à sa société mère sur le territoire français.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b> L'Inspection des Installations Classées a constaté le maintien en bon état de propreté, l'absence d'entreposage à l'intérieur des aérogénérateurs inspectés de matériaux combustibles ou inflammables et par voie de conséquence, le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Section 4 -Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des brides de fixation
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b> Par sondage l'inspection des installations classées a vérifié la fréquence de contrôle des brides et des fixations. Par courriel du 27/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les manuels de maintenance des machines V3 et V6. Ces rapports indiquent que le contrôle de l'ensemble des brides est réalisé tout les 24 mois. La fréquence de contrôle est conforme au présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Section 4 -Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 13/08/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le manuel d'entretien de l'installation comprenant les éléments demandés par le présent article. L'exploitant dispose également d'un registre des opérations réalisées sur l'ensemble du parc, dont un extrait a été présenté à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b> Par courriel du 13 août 2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivis de déchets dangereux, issus de trackdéchets, du parc pour l'année 2024. Néanmoins les bordereaux de suivi des déchets n'identifient pas le parc éolien producteur de déchets. L'exploitant devra donc corriger ce point. De plus, l'inspection des installations classées attire également l'attention de l'exploitant concernant le point 1.2 des bordereaux de suivis de déchets. En effet, l'adresse mentionnée étant différente du point 1.1, l'installation identifiée comme point de collecte doit être régulièrement autorisée. Pas de brûlage à l'air libre constaté lors de la présente visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"><li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>• les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>• les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>• le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b> Par courriel du 13 août 2024, l'exploitant a transmis le plan de prévention du parc. Ce plan est actualisé annuellement. Ce document comprend l'ensemble des éléments prescrits par le présent article. Il est porté à la connaissance du personnel amené à intervenir sur le parc. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



N° 10 : Section 5 – Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un extincteur au pied des éoliennes V3 et V6 ainsi que dans le poste de livraison. L'exploitant a indiqué qu'un extincteur était également présent à hauteur de nacelle. Ces équipements sont contrôlés annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 11 : Section 5 – Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les éoliennes du parc disposent d'un système de détection de glace, qui engendre une mise à l'arrêt immédiate en cas de présence de glace. La présence de glace est déduite suivant plusieurs critères climatiques (vitesse de vent, température...) et lorsqu'il y a une incohérence entre la vitesse entre deux anémomètres (un chauffé et l'autre non). Pour que l'éolienne puisse redémarrer, une temporisation le temps que les deux anémomètres tournent à la même vitesse est nécessaire. Le redémarrage est réalisé à distance. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bruit

**Prescription contrôlée :**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée  incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE  allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE  allant de 22 heures à 7 heures
	Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)
		3 dB (A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

**Constats :**

Par courriel du 13 août 2024 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesure acoustique du parc, réalisé en 2010, avant la publication du présent arrêté ministériel. Le rapport a donc vérifié la conformité du parc avec les prescriptions du décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

Au regard du présent article de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, le parc éolien génère des dépassement d'émergence sonore réglementaire notamment en période nocturne.

Aucune plainte du voisinage concernant le bruit n'est à signaler.

L'exploitant a présenté lors de la présente visite d'inspection un devis pour une étude acoustique qui sera réalisée cette année. Le rapport devra être transmis à l'inspection des installations classées et proposer des mesures de réductions satisfaisante en cas de dépassements des valeurs réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite